

### Controls

Dr. Stewart very succinctly summarized his views on the psychological aspect of any attack on inflation: "We are living in a climate in which people are not willing to restrain themselves unless they are assured that everyone else is restrained." All the witnesses supported the idea that a strong anti-inflationary stance on the part of the government was necessary at least to hold expectations in line. Dr. Stewart, in line with the comment above argued that the weapons used to combat inflation directly must not only be equitable, but must also appear to be equitable. He suggested that in principle, the Minister of Finance has rejected controls as a "frightful political interference". However, the Minister, in a speech given recently in Quebec City, indicated that he is continuing to search for a TIP (tax based incomes policy) that would be equitable, fair, effective and administratively possible. This Committee urged in 1971 that no substantial or long-term reliance should be placed on an incomes control policy. Governor Bouey apparently agrees: "Controls can sometimes be useful in circumstances where events have got out of hand but they are not a substitute for sound financial policies."

### Energy Agreement

Our witnesses all stressed the value to the economy, and to the value of the Canadian dollar, of obtaining an energy accord in Canada. (Dr. Slater pointed out that an examination by the Economic Council of Canada of the National Energy Program showed that the impact on the economy would result in the short term in a period of slower growth. He also noted with respect to the conservation of oil that "... even if we take a fairly optimistic view of the effect that higher energy prices will have on the use of energy, it will take a very large accomplishment indeed by the supplementary programs of encouraging conversions and other things like that, to produce the (reduced oil usage) results of the National Energy Program".) Dr. Slater believes that: "There have been some lost opportunities as a result of the continued indecision over energy policy. Nevertheless the main effect has been to delay improvement in economic performance to later in the decade and early in the 1990s". Dr. Stewart reviewed the impact of increased energy costs over a short term, on other Western economies; the overall impression is that their inflation rate did not increase noticeably faster than Canada's did under an energy cost subsidy policy. Whether or not the increase in energy costs, resulting from an agreement between Canada and Alberta will result in a short-term or long-term shock to the economy, the witnesses felt that the level of stability and confidence in the economy will rise with the establishment of an oil price and revenue accord.

### Contrôles

M. Stewart a résumé très succinctement sa position au sujet de l'aspect psychologique de toute riposte contre l'inflation: «Le climat social est tel, aujourd'hui, que personne ne veut se priver de quoi que ce soit s'il n'est pas convaincu que tout le monde fait de même». Tous les témoins se sont accordés pour dire que le gouvernement devait adopter des mesures anti-inflationnistes énergiques pour, à tout le moins, contenir les attentes actuelles. Dans la même optique, M. Stewart a soutenu que les armes utilisées pour combattre directement l'inflation doivent non seulement être équitables, mais aussi le paraître. Il a laissé entendre qu'en principe, le ministre des Finances a rejeté l'idée d'imposer les contrôles qu'il considère comme une «ingérence politique effroyable». Toutefois, le ministre, dans un discours qu'il prononçait récemment à Québec, a signalé qu'il continue de chercher une politique des revenus qui agisse par le biais de l'impôt, formule qui serait équitable, juste, efficace et applicable sur le plan administratif. Le Comité avait insisté en 1971 pour dire qu'il ne fallait pas voir une solution réelle à long terme dans une politique de contrôle des revenus. Il semble que le gouverneur Bouey soit d'accord: «Parfois, les contrôles peuvent être utiles lorsque les événements vous dépassent, mais ils ne remplacent en rien une politique financière solide».

### Accord sur l'énergie

Nos témoins ont tous insisté sur l'importance que représente pour l'économie, et pour le dollar canadien, la signature d'un accord sur l'énergie. M. Slater a signalé que l'étude que le Conseil économique du Canada a faite du Programme énergétique national démontre que la signature d'un accord se traduirait à court terme sur le plan économique par une période de croissance ralentie. Il a aussi noté, au sujet des économies de pétrole que «... même avec des vues assez optimistes sur les effets que des prix plus élevés pourraient avoir sur l'utilisation de l'énergie, il faudra que les programmes supplémentaires favorisant la conversion et d'autres mesures du même genre aient de profondes répercussions pour produire les résultats (réduction de la consommation de pétrole) escomptés dans le Programme énergétique national». M. Slater estime que «la politique énergétique, qui a entraîné une indécision constante, nous a fait perdre beaucoup de possibilités. Néanmoins, la conséquence première a été de reporter l'amélioration de l'économie à plus tard, au cours de la décennie et au début des années 1990». M. Stewart a évoqué les conséquences de l'accroissement des prix de l'énergie à court terme dans d'autres économies occidentales; l'impression d'ensemble qu'il en dégage, c'est que leur taux d'inflation n'a pas augmenté sensiblement plus vite qu'au Canada, où l'énergie est subventionnée. Que l'augmentation des coûts énergétiques, à la suite d'une entente entre le Canada et l'Alberta, produise ou non un choc à court ou à long terme pour l'économie, les témoins ont estimé que le niveau de stabilité et de confiance dans l'économie sera relevé par la signature d'un accord sur le prix du pétrole et le partage des recettes.